

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 91

Mercredi 4 octobre 1978

PRIX : 1 F

Guadeloupe - Martinique

Préparons nous à la lutte !

LE mécontentement des travailleurs, ouvriers, employés et paysans grandit. Ces derniers jours, ce mécontentement se manifesta à plusieurs reprises, à différentes occasions. A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore si la grève générale dont discutent les syndicats de la Guadeloupe sera effective ou non mais une chose est bien sûre, c'est que les travailleurs ont d'importantes raisons de vouloir entrer en lutte.

Une sympathie très large s'est manifestée aussi bien en Guadeloupe qu'en Martinique à l'égard des paysans et des militants intellectuels qui luttent à leurs côtés contre l'implantation de la Compagnie Fruitière. C'est un signe que bien des travailleurs seraient, eux-aussi, prêts à suivre l'exemple des paysans de Guadeloupe ; ceux-ci ne font ni parolottes ni discours, mais sont décidés à se battre ; ils estiment que la Compagnie Fruitière représente un danger pour eux ; eh bien, ce danger ils le combattent, y compris, on l'a vu avec les récentes arrestations, en prenant le risque d'être réprimés.

En Guadeloupe comme en Martinique, les travailleurs sont de plus en plus poussés le dos au mur par les patrons et le gouvernement. Les emplois sont introuvables, les licenciements sont en cours dans de nombreuses entreprises.

Il est manifeste que la prise en mains complète de toute l'économie par quelques grandes sociétés françaises sous la protection de la métropole colonialiste se traduit par une situation de plus en plus difficile à supporter par les ouvriers aussi bien que par les paysans.

La hausse des prix rend la vie de plus en plus difficile pour tous les travailleurs et même pour ceux qui sont les mieux payés. Les conditions scandaleuses de la rentrée scolaire ajoutent encore à toutes ces raisons d'être en colère.

L'administration coloniale l'a si bien senti qu'elle a décidé de faire usage de ses moyens de répression pour faire face à la montée du mécontentement ; en particulier cette répression vise aujourd'hui les paysans qui s'opposent à la Compagnie Fruitière.

Le dispositif judiciaire a déjà commencé à fonctionner et, sans nul doute s'apprête-t-on dans les milieux préfectoraux, à utiliser, comme c'est l'usage quand les colonisés disent non, la force militaire.

Les paysans qui ont entrepris de se battre contre l'accaparement des terres par la Compagnie Fruitière, se heurtent au pouvoir colonial. Leur lutte devient nécessairement une lutte politique. Et au-delà de la solidarité que, en tant qu'ouvriers,

nous devons aux paysans, la lutte politique qui s'engage concerne au premier chef la classe ouvrière.

Même simplement pour se défendre contre une aggravation de leur sort, les travailleurs doivent se battre contre les capitalistes et contre le pouvoir colonial qui est derrière les capitalistes.

Il faut en sortir. Il faut oser lutter. Il faut prendre des initiatives hardies. Il faut que les travailleurs des deux pays, Martinique et Guadeloupe, prennent l'offensive et se donnent pour but de faire rendre gorge à la bande d'exploiteurs et d'oppressés méprisants qui piétinent notre dignité. Cela est possible.

Les dirigeants des grandes organisations qui parlent au nom des travailleurs en étant incapables de sortir de leur passivité, en étant incapables de donner des perspectives aux travailleurs, alors justement que les travailleurs montrent par mille signes qu'ils veulent une action décisive, montrent seulement qu'ils ne sont bons à rien. Eh bien, les travailleurs peuvent se passer d'eux. Ils peuvent organiser leurs luttes, y compris les luttes politiques.

Les travailleurs ont l'expérience des luttes menées dans la plupart des entreprises au cours de ces dernières années. Mais aujourd'hui pour changer la situation, pour mettre un terme aux visées voraces des requins capitalistes assoiffés de terres et de profits, il faut préparer un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs.

Les paysans ont commencé à lutter. Ils s'organisent pour pouvoir le faire. Il faut que les ouvriers des villes et des campagnes en fassent autant. Il faut qu'ils soient prêts à mener la lutte politique contre le pouvoir colonial ; qu'ils se donnent des organisations à eux pour le faire.

Si les ouvriers et paysans en viennent, en luttant contre la dégradation de leurs conditions d'existence, à lutter contre les responsables de cette dégradation, contre les capitalistes de la canne, de la banane, de l'import-export, et contre le pouvoir colonial, beaucoup de choses seront alors possibles. Le gouvernement français ne pourra pas croire qu'il lui suffira de réprimer comme en 1967 à Pointe-à-Pitre ou en 1974 au Lorrain pour que les travailleurs rentrent dans leur coquille.

Si les ouvriers, les paysans des Antilles unissent leurs coups et tentent d'unifier le plus souvent possible leurs forces, eh bien oui, le pouvoir colonial ne pourra pas réellement compter sur la répression pour empêcher les travailleurs et le peuple des Antilles de faire un pas vers leur libération.

CONFERENCE SUR LE DEVELOPPEMENT

Un nouveau gadget pour amuser la galerie

ENCORE une ! », telle est la réflexion qu'ont faite bon nombre de travailleurs à l'annonce de la tenue prochaine d'une conférence sur le développement économique des Antilles. Car cette conférence s'inscrit dans la longue liste de conférences de tous ordres qui se tiennent depuis des années, sans que rien n'ait changé sous le ciel des Antilles coloniales. D'ores et déjà on peut prévoir sans grand risque de se tromper, que cette conférence ressemblera comme une goutte d'eau à toutes celles qui l'ont précédées : beaucoup de discours, beaucoup de bavardages, et beaucoup de promesses, qui s'envoleront tous comme plumes au vent dès que les lampions de la fête se seront éteints.

« Le développement économique des Antilles » : voilà un thème qui a de quoi faire parler les bavards et les menteurs qui nous gouvernent. Soyons certains qu'à cette occasion Dijoud saura battre le rappel de tout ce que la droite aux Antilles compte de fidèles serviteurs du pouvoir colonial pour chanter en chœur les mérites de ce dernier.

Mais que le ministre des colonies ose tenir une telle conférence et parler de « développement économique » devant des milliers de jeunes au chômage, de petits paysans dans la misère et d'ouvriers mal payés et menacés de licenciement et, dans un pays qui voit son économie se dégrader de jour en jour, tient à la fois du cynisme et d'un mépris affiché pour la population de ce pays.

Car enfin, qui est responsable de la situation catastrophique que vivent actuellement la Martinique et la Guadeloupe, si ce n'est le gouvernement lui-même ? Qui a soutenu les gros propriétaires dans l'accaparement des terres et la liquidation de l'agriculture vivrière au profit de cultures industrielles comme la canne, aujourd'hui délaissée ? Qui a imposé le monopole d'Air-France et de la Transat ? Qui a protégé les capitalistes de l'import-export dont l'intérêt veut que la production des Antilles soit inexistante ? Qui enfin préside aux destinées des Antilles et les a conduites dans l'impasse économique dans laquelle elles se trouvent aujourd'hui ? Qui, si ce n'est le gouvernement français que représente actuellement M. Dijoud ?

Toute l'économie des Antilles est organisée au profit de quelques gros possédants, de quelques magnats de l'import-export et de quelques grosses sociétés françaises, qui se remplissent les poches sur le dos de toute la

(Suite page 2)

Manifestation contre la répression

LIE 26 septembre, les dirigeants syndicalistes de l'UTA, l'UTG et du SGEF, Chicaté, Montout et Cayadine, ont été mis en liberté.

Depuis le mercredi 20, ils avaient été mis sous mandat de dépôt et écroués à la maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre.

Le motif qui avait été invoqué par le parquet de Pointe-à-Pitre était le refus de ces militants de répondre à un interrogatoire des gendarmes, à la suite d'une plainte déposée pour une action menée le 11 août dans les anciens champs de canne de la région de Petit Bourg.

Mais en fait cette incarcération visait surtout à frapper des dirigeants syndicaux qui se mettaient à la tête de mouvements de protestation contre l'implantation de la Compagnie Fruitière. Et l'arrestation de ces hommes pour « ré-



pondre à un interrogatoire » apparaissait bien comme une mesure répressive et arbitraire. C'est bien ainsi qu'elle a été ressentie par une grande partie de la population.

Le jour de la triple arrestation

la plupart des syndicats, notamment FEN, SNES, UIG-CFDT, CGTC, UD-FO, des organisations politiques, le PCG, Combat Ouvrier et aussi la Ligue des Droits de l'homme et l'archevêché, dénoncèrent cette mesure arbitraire et exigèrent la libération immédiate des emprisonnés. Certaines organisations, dont notre tendance, se déclaraient prêtes à envisager toutes actions unitaires dans ce sens.

Dans la population aussi le mécontentement grondait. Et si les jours de grève de solidarité déclenchés vendredi et samedi par l'UGTC et le SGEF n'ont été suivis que dans très peu de secteurs, essentiellement par le personnel d'Air Guadeloupe à l'aéro-

(Suite page 2)

Martinique - Guadeloupe

L'économie organisée contre les travailleurs

LES problèmes économiques tiennent la une de l'actualité en Martinique. Il a suffi qu'une grosse société marseillaise, la Compagnie Fruitière annonce son intention de s'installer en Guadeloupe pour qu'un tel projet suscite des remous et jette le trouble dans les milieux de la bourgeoisie martiniquaise.

Les problèmes bananiers sont donc au premier plan d'une large fraction de l'opinion, puisque les petits planteurs eux aussi sont inquiets de la situation qui sera créée par la venue de la « Fruitière ». Gros et petits planteurs se trouvent donc liés dans un même mouvement. Monsieur Fabre n'apparaît-il pas comme le défenseur de l'économie martiniquaise en face des requins « étrangers » ?

Mais, dans cette affaire, ce n'est pas l'économie bananière qui est en cause. Sous ce vocable général, on mélange volontairement les problèmes des millionnaires genre Fabre, confrontés à plus géants qu'eux, et les problèmes réels de la masse des petits planteurs de canne et ceux enfin des ouvriers des usines à sucre.

La Guadeloupe est principalement productrice de sucre et de rhum et en deuxième position seulement de bananes. L'extension des champs de bananes au détriment des cannes portera — c'est sûr — préjudice aux paysans producteurs de cannes.

L'on envisage aussi — en particulier la SIS qui possède Darbousier, Blanchet et l'ex-Bonne Mère et donc les terres environnant l'usine — de fermer certaines usines sucrières. Cela entraînera plus ou moins vite une réelle diminution de l'activité sucrière.

Une autre affaire, éclatant dans un tout autre domaine de l'agriculture, met aussi en lumière la faillite de la politique agricole du gouvernement. Mais en même temps elle montre que malgré toutes leurs déclarations les gros capitalistes « bien de chez nous » ne sont pas spécialement soucieux, dans l'affaire bananière des intérêts des petits. Il s'agit de l'affaire de la SICA-viande. Cette affaire oppose une coopérative de petits et moyens importateurs de viande à ces mêmes familles (Hayot et cie) qui sont liées aux bananeraies et contrôlent aussi l'import-export alimentaire (viande, légumes, conserves etc...).

Comme dans l'affaire de la banane, ce sont les plus gros qui bénéficient du soutien de l'administration coloniale.

La Compagnie fruitière a pris le pas sur les Hayot Fabre et autres et a reçu le soutien du gouvernement français. Ici dans l'affaire de la SICA-Viande, la préfecture soutient les Hayot et Cie contre les petits importateurs de la Coopérative.

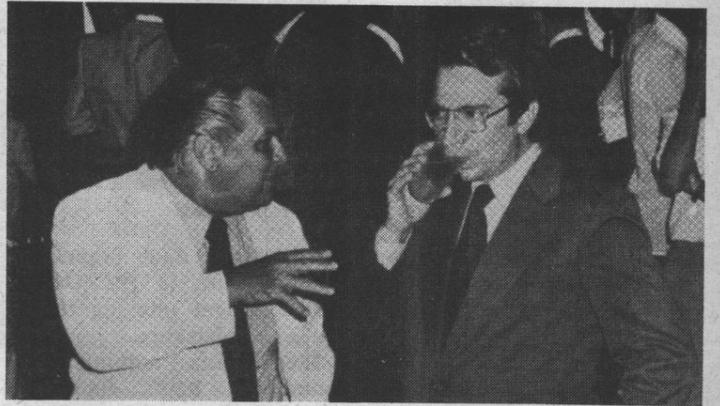
Ces deux exemples montrent bien que les vrais problèmes et les solutions à appliquer ne dépendent pas du fait que les requins viennent de l'extérieur ou soient déjà sur place. Les capitalistes locaux qui pleurnichent en face de la Compagnie Fruitière ne sont pas moins agressifs et voraces que la dite compagnie.

Les petits planteurs martiniquais et guadeloupéens auraient bien tort de se laisser abuser par les plaintes des gros planteurs bananiers des deux îles. Ils auraient tort de confier la défense de leurs intérêts aux mains de ceux qui en temps habituel n'ont rien de plus pressant à faire que de les gruger et de les écraser.

A fortiori les travailleurs des usines, les ouvriers agricoles ne doivent pas lier leurs luttes aux avatars de l'opposition Fruitière-Capitalistes locaux.

Il faut lutter et débusquer toutes les « compagnies fruitières » ou « sucrières ». Il faut lutter contre tous les grands propriétaires locaux ou étrangers.

Les seules solutions qui apporteront véritablement un changement rationnel et mettront fin aux injustices actuelles viendront des travailleurs. Car eux seuls, travailleurs des villes et des campagnes, n'ont aucun intérêt individuel à défendre, mais au contraire ne peuvent triompher qu'en faisant triompher la collectivité.



Fabre en compagnie de Dijoud. Est-il en train de protester contre l'invasion des requins « étrangers » ?

Conférence sur le développement...

(Suite de la page 1)

population laborieuse. C'est uniquement pour maintenir les profits de cette poignée d'individus que le chômage s'accroît, que la production régresse et que les administrations parasites (gendarmerie, casernes...) pullulent.

La conférence de M. Dijoud est une véritable provocation et un défi. Elle mérite une réponse. Il faut dénoncer les mensonges perpétuels de ce gouvernement qui tente d'endormir les travailleurs par des paroles lénifiantes et des promesses hypocrites. Il faut démasquer cette bande de

trompeurs professionnels et de charlatans qui viendront parader sur les tribunes et lancer des discours au bon peuple comme on lance des os aux chiens. Il faut dénoncer la triste réalité que vit toute la population et crier bien haut que les Antilles sont des pays sous-développés et que ce sous-développement est voulu et entretenu par le gouvernement.

Cette riposte est nécessaire et doit être la tâche de toutes les organisations de gauche. Pour notre part nous sommes prêts à y participer.

Grosse Montagne (Guadeloupe)

Non aux licenciements

Non à toute fermeture de l'usine

DEPUIS trois ans, la direction de l'usine Grosse-Montagne cherche à réduire son personnel. A chaque fin de récolte elle annonce le licenciement de certains travailleurs sous prétexte qu'elle n'a pas suffisamment de travail pour tout le monde.

Si jusqu'ici elle n'a pu mettre sa décision à exécution, c'est parce qu'elle s'est toujours trouvée face à la colère et à la mobilisation de l'ensemble du personnel.

Cette année encore, la direction de l'usine a décidé de licencier huit travailleurs prétextant comme d'habitude que son effectif est trop élevé. Il faut noter un fait nouveau, c'est qu'elle se plaint non seulement de difficultés financières mais déclare aussi que l'usine risque d'être fermée l'année prochaine.

Si la direction de Grosse-Montagne évoque la possibilité de la fermeture de l'usine c'est parce qu'elle a un plan de reconversion qui est aussi celui des autres sociétés sucrières en Guadeloupe.

Cette reconversion vise à diminuer la production sucrière au profit de la production bananière car le sucre est pour ces capitalistes moins rentable qu'autrefois.

Parallèlement à cette reconversion, les capitalistes du sucre veulent centraliser la production dans une seule usine, ce qui signifie que plusieurs usines sont menacées de fermeture.

Cette année, en même temps qu'il licencie des travailleurs, Simonet a décidé de planter de la banane. Ce début de reconversion est déjà un indice qui laisse à penser que l'usine Grosse-Montagne est effectivement menacée de fermeture.

Les travailleurs de Grosse-Montagne sont conscients de cette menace qui pèse sur eux. C'est pour cette raison qu'ils se sont mis en grève dès la reprise du travail pour exiger que leurs camarades conservent leur emploi. Tout en réclamant la réintégration de leurs camarades, ils devraient exiger aussi que les Si-

monet et les Hayot ouvrent leurs livres de comptes. Et pas seulement les livres de comptes des

usines qu'ils comptent fermer, mais ceux aussi de leurs affaires rentables ! Les travailleurs doivent

se préparer à refuser catégoriquement et les licenciements et une éventuelle fermeture,

Manifestation...

(Suite de la page 1)

port du Raizet, la manifestation organisée par ces syndicats samedi dans les rues de Pointe-à-Pitre regroupait de 1500 à 2000 personnes.

Dans l'enseignement, bien que les mots d'ordre de grève n'avaient pas été lancés officiellement par les syndicats, des actions de débrayage eurent lieu dans certains établissements tels Morne à l'Eau, Baimbridge, Lamentin. Les différents syndicats envisageaient d'ailleurs une action commune pour la semaine suivante.

Face à la mobilisation qui se développait, l'administration coloniale a choisi de reculer.

Les emprisonnés, entendus par les juges le mardi matin, furent remis en liberté immédiatement.

Dans cette affaire, l'administration coloniale est apparue sous son vrai visage, un organe de répression prêt à intervenir, intimider, frapper, dès qu'en face de lui se manifeste une opposition à ses sinistres projets. L'anxiété ou le refus de milliers de petits agriculteurs de voir s'introduire dans leur région une grosse société capitaliste française, elle s'en moque. Ses arguments principaux sont gendarmes, CRS, prison et, on l'a vu en mai 1967 à Pointe-à-Pitre ou en février 1974 en Martinique, les fusils.

Mais de plus en plus, les travailleurs, une grande partie de la population en ont assez. Ils en ont assez, non seulement de tels actes arbitraires, mais encore du mépris insolent de ceux qui dirigent tout dans ce pays, pour tous les problèmes qui nous concernent, qu'il s'agisse du développement de l'agriculture, de l'enseignement, de la cherté des prix ou du chômage.

C'est sur la base de tout ce mécontentement que s'est développée la mobilisation de ces derniers jours. Et même si le pouvoir a préféré relâcher rapidement les syndicalistes, il n'est pas certain que le mécontentement, lui, retombera de si tôt.

Rentrée scolaire

Austérité, chômage, racisme, répression...

La coupe est pleine !

La rentrée scolaire 1978-1979 s'est faite sous le double signe de la pénurie et de l'insécurité de l'emploi pour les non-titulaires.

Pendant que le recteur Doumange se vantait d'avoir fait une rentrée réussie, la situation était beaucoup moins rose pour les élèves, les parents et les enseignants.

Quant aux écoles maternelles, elles sont en quantité tellement insuffisante que des milliers d'enfants de 2 ans et demi à 4 ans ne sont pas scolarisés.

Pour l'instant, le mouvement a dû s'arrêter car demeuré isolé à Trinité.

Pendant ce temps des dizaines d'enseignants antillais sont au chômage, des centaines d'autres ont un emploi pour quelques mois voire quelques semaines.

En effet, les non-titulaires de l'enseignement ont vu leurs conditions d'emploi se détériorer cette année. Un grand nombre d'entre eux, qui avaient naguère travaillé sur des postes vacants à l'année, sont affectés sur postes de remplacement. Cette situation

leur semble d'autant moins acceptable que le rectorat pratique une véritable discrimination en recrutant de préférence des enseignants français, choisissant volontairement de laisser au chômage des enseignants qui sont déjà sur place. L'arrivée des enseignants venant de France a été si importante cette année qu'elle a provoqué des remous dans l'opinion, déclenchant même des sentiments xénophobes.

A cela il faut ajouter le mépris, le cynisme et l'arbitraire dont fait preuve l'administration et son représentant Doumange.

EN MARTINIQUE

Ainsi, en Martinique, de nombreux établissements n'ont pu ouvrir leurs portes à la mi-septembre, car ils n'étaient point achevés. Ce fut le cas au LEP de Cluny et à la Cité scolaire du Lorrain. Dans d'autres cas, c'est

l'état de vétusté des locaux qui allait perturber la rentrée : ce fut le cas des collèges de Trinité et du Saint-Esprit. Ces deux établissements ont d'ailleurs été déclarés insalubres et dangereux par la Commission de sécurité.

DISCRIMINATION ET REPRESSION

C'est ainsi qu'il faut comprendre le licenciement de cinq maîtres-auxiliaires en Martinique, soi-disant pour « insuffisances professionnelles ». Mais on sait que dans un cas au moins, celui d'Alex Bernabé, il s'agit d'une mesure de rétorsion contre un militant nationaliste.

Pour protester contre ces licenciements et pour obtenir le maintien sur place d'un autre enseignant, dirigeant du SNES, Holo, qui, lui, a été arbitrairement déplacé de son poste pour céder la place à un titulaire français, les enseignants et les élèves de la Cité scolaire de Trinité ont fait trois jours de grève, du lundi 18 au mercredi 21 septembre.

A ces demandes, Doumange a opposé le plus catégorique refus.

EN GUADELOUPE

Selon les organisations syndicales, il faudrait créer en Guadeloupe autant de postes budgétaires qu'il en existe déjà, pour que le système éducatif fonctionne à peu près normalement. Or, les créations de postes d'enseignants dans le second degré long (lycées et collèges) atteignent tout juste la centaine. Encore plus grave est la décision prise cette année d'arrêter le recrutement des élèves maîtres à l'Ecole Normale, alors qu'il faudrait plus de cent instituteurs pour les seules

écoles maternelles.

En matière de locaux et d'accueil des élèves c'est également la pénurie.

Ainsi de nombreux collèges fonctionnent avec plus d'élèves qu'il n'en était prévu. Exemple, les établissements de Lamentin, de Capesterre-Belle-Eau, de Raizet, de Carnot.

Certains noyaux de collèges sont toujours privés d'eau et d'électricité (ex-Gosier).

LE MECONTENTEMENT GRANDIT

La situation est donc préoccupante à plus d'un titre : pour les élèves qui auront du mal à assimiler un enseignement dispensé dans les pires conditions, pour les parents qui ont dû se saigner aux quatre veines pour l'achat des fournitures scolaires ; pour les non-titulaires qui voient s'éloigner leur éventuelle titularisation, et enfin pour les titulaires dont la profession se dévalorise du fait

des mauvaises conditions de travail.

Il n'est pas certain du tout que parents, enseignants et élèves acceptent sans réagir une telle situation.

Les jours qui viennent risquent bien d'être marqués par des mouvements de mécontentement à l'intérieur et autour des écoles.

Martinique Main basse sur la viande

Aussi bien la dénonciation par les artisans bouchers du protocole d'accord avec la SICAViande que les appels angoissés des éleveurs de porcs, ont placé la question de l'élevage au premier plan de la scène.

La situation dans ce secteur de l'économie n'est pas brillante. Là aussi, comme ailleurs, ce sont les gros éleveurs qui dominent. Les chiffres le montrent aisément.

Ainsi pour l'élevage bovin, il y avait 11 000 exploitants qui réunissent 50 000 bovins. Or 261 de ces exploitants (soit 2,5 % du total) détiennent 12 000 de ces bovins (soit 25 % de l'ensemble). Par contre, au bas de l'échelle, 8 600 exploitants de moins de 3 ha, soit 75 % du total, détiennent eux 20 000 têtes, soit donc 40 % de l'ensemble des bovins de la Martinique.

En ce qui concerne la volaille, 5 exploitations produisent presque la moitié des poulets élevés. Soit 76 500 sur un total de 167 330. A l'autre bout de l'échelle, 8 785 petits exploitants possèdent moins que les cinq premiers, soit 71 047 !

L'élevage est scandaleusement sous-équipé. L'irrigation est inconnue. Qu'un carême soit un peu prolongé comme ce fut le cas en 1974, l'eau vient à manquer et faute de fourrage, faute d'eau, l'agriculteur est réduit à abattre ses bêtes et à les vendre à vil prix avant qu'elles ne meurent de soif. Les prairies artificielles font moins de 10 % du



M. Pernal, directeur commercial de l'abattoir départemental.

total des prairies destinées à l'élevage.

Aussi n'est-il pas étonnant que la production soit notablement insuffisante et varie entre 30 et 50 % de la consommation totale selon les différents produits considérés (bœuf, volaille, etc...).

Cette situation de pénurie fait le bonheur des importateurs de viande et singulièrement de la Sofrima dirigée par Lutber et appartenant aux Huygues-Despointes (comme la Sofroi de Guadeloupe).

Aussi la viande consommée en Martinique provient de tous les horizons. A côté de quelques produits locaux, on a toutes les

chances de manger de l'agneau de Nouvelle-Zélande, du bœuf de Colombie ou d'Irlande, du poulet hollandais. Quant aux produits laitiers, ils viennent en grosse majorité de France.

L'épisode qui a opposé ces temps derniers les gros de la SICAViande aux petits producteurs et importateurs doit permettre aux premiers de s'assurer le contrôle total de l'abattoir et toutes les importations de viande. Le but de ces capitalistes locaux c'est bien d'éliminer tous les petits artisans bouchers et les petits éleveurs.

Alors ils seront les vrais rois de la boucherie et de toute l'alimentation en Martinique.

GUADELOUPE HOPITAL GÉNÉRAL

Il est temps d'engager la lutte

(extrait de l'Echo des hôpitaux,
feuille Combat Ouvrier)

La situation devient intenable, pour la majorité d'entre nous, au Centre hospitalier. Surchargés de travail, devant faire face à de plus en plus de malades alors que le recrutement est loin de s'effectuer en proportion, gardes répétées et heures supplémentaires nous épuisent physiquement et nerveusement, sans pour autant, bien au contraire, améliorer la qualité du service rendu aux malades.

Beaucoup d'entre nous expriment individuellement leur découragement, leur fatigue, et prennent des congés de maladie pour se « remettre à flot ». Mais la situation demeure.

Il y a pourtant un moyen de l'améliorer : contraindre la direction à embaucher le personnel nécessaire. Mais cela exige que nous nous décidions à agir, et ensemble. Déjà, plusieurs services ont entrepris des actions, ne pouvant plus continuer dans les conditions présentes.

Ainsi, le bureau a débrayé la semaine dernière, pour protester contre l'insuffisance de l'éclairage. Le personnel de l'hémodialyse, à Ricou, a menacé d'entreprendre une grève si on ne réparait pas une fuite dangereuse dans la cabine technique : la direction a préféré procéder aux réparations. Enfin, le personnel du laboratoire a engagé un mouvement pour exiger l'embauche de laborantins et la fin des « deux gardes par semaine » qu'on leur impose. La direction a fait des promesses à ce sujet, pour début octobre.

Ces camarades ont eu raison d'agir ; la situation actuelle, c'est aussi le fruit de notre passivité. Mais puisque nous avons TOUS des problèmes semblables, pourquoi ne pas les poser TOUS ensemble ? Plus nous sommes nombreux et plus nous sommes forts : seul un mouvement d'ensemble sera capable d'arracher autre chose que des promesses.

Nicaragua

L'ordre sanglant règne... mais pour combien de temps ?

L'ORDRE semble être revenu au Nicaragua. Pour le rétablir, c'est à un véritable massacre que se sont livrées les troupes de Somoza. C'est en utilisant l'aviation, puis les chars légers, c'est en incendiant les maisons pour en faire sortir les habitants afin de les mitrailler ensuite, ou en ratissant les villes, maison par maison, que les troupes de Somoza ont réussi à vaincre l'insurrection de toute une population ne disposant que de matériel de guerre dérisoire. Cette victoire s'est accompagnée d'une répression sanglante, des milliers d'hommes, de jeunes — combattant ou non — ont été purement et simplement passés par les armes.

Somoza a-t-il réussi à se maintenir parce que la population tout en lui étant résolument hostile, n'était pas encore suffisamment

mobilisée lorsque le Front sandiniste, organisation nationaliste à l'origine de la tentative manquée de renverser la dictature de Somoza, avait déclenché l'insurrection armée.

Le maintien de Somoza lui vient-il du fait que ce Front sandiniste ne semble pas avoir réussi à gagner et organiser les populations citadines ?

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que, jusqu'au bout, Somoza a pu compter sur sa garde nationale. Or cette garde nationale, elle, doit son existence à l'aide de l'impérialisme américain. C'est lui en effet qui l'a armée et c'est lui qui continue de l'encadrer et de l'entraîner. Il a donc une responsabilité écrasante dans les massacres du Nicaragua, même si contrairement à ce qu'elles faisaient en d'autres temps, les trou-

pes américaines ne sont pas ouvertement intervenues pour sauver la dictature. Et si aujourd'hui les USA interviennent pour imposer à Somoza leur médiation en vue de tenter de trouver une solution politique à la situation du pays, c'est peut-être parce qu'il estime que Somoza est trop usé. Quel que soit l'issue de cette médiation, qu'elle aboutisse ou non à un remplacement de Somoza ou de membres de son entourage, puisqu'elle se fait sous la houlette des Etats-Unis, elle ne remettra pas en cause la dictature de la garde nationale sur la population du Nicaragua. Les préoccupations de l'impérialisme américain — et ces derniers événements l'ont suffisamment prouvé — ne sont pas de venir en aide à la population, de la soustraire aux exactions des assassins de la garde nationale mais bien de perpétuer la domination des grands trusts américains qui mettent le pays en coupe réglée.

Mais les protégés de l'impérialisme américain n'ont peut-être que provisoirement remporté la victoire. Certes, la saignée qu'ils ont effectuée au sein du peuple nicaraguayen est impressionnante. Mais il n'est pas dit que, du fait de l'ampleur des affrontements, des milliers de combattants nouveaux ne se soient pas levés, trempés et aguerris par la lutte et ne soient pas prêts à prendre le relais contre la dictature.



PARIS POUR LA REOUVERTURE DU FOYER CALEDONIEN

Le 19 septembre, les forces de police expulsaient les occupants du foyer calédonien, 12, rue des Ecoles à Paris.

Ce foyer était depuis plus d'un an géré directement par ses résidents, des étudiants et des soldats calédoniens. Ils l'avaient transformé en véritable centre d'accueil pour tous les Kanaks en France et en particulier pour les soldats kanaks permissionnaires qui, incorporés à plusieurs milliers de kilomètres de leur pays, de leurs parents, de leurs amis, n'avaient pas d'autre point de chute.

Ce foyer permettait donc à tous les ressortissants kanaks de se rencontrer et de ce fait d'aborder, de discuter les pro-

blèmes du pays. Le foyer de la rue des Ecoles était très vite devenu un centre d'information et de soutien aux luttes menées en Nouvelle-Calédonie contre le colonialisme français.

C'est tout cela qui gênait le gouvernement français. Il a tenté d'y mettre un terme en fermant le foyer calédonien. Mais les étudiants et les soldats kanaks sont bien décidés à ne pas se laisser faire. Ils multiplient les tracts, déclarations, manifestations diverses. Ils exigent d'être purement et simplement réintégrés dans leur foyer.

Ils doivent avoir le soutien de tous les travailleurs antillais.

Le rectorat de Paris donne l'exemple de la discrimination sexiste et du racisme

La découverte au rectorat de Paris, par un employé, d'un fichier répartissant les demandeurs d'emploi selon leur sexe et la couleur de leur peau, a fait scandale.

Au sein même du service, les réactions ont été très vives. Et la hiérarchie s'est empressée de brouiller le fichier et de commander des fichiers métalliques fermant à clé. De plus, l'employé concerné a reçu un avertissement par lettre

recommandée avec accusé de réception et une menace de licenciement.

Pour le secrétaire général, « l'existence de ce fichier était tout à fait naturelle puisqu'il évitait aux personnes de couleur un mauvais accueil dans les établissements où elles ne sont pas désirées ».

Ainsi, au sommet même d'un organisme officiel, le sexisme et le racisme sont considérés comme choses normales.

Les sportifs antillais en France... utilisés par le colonialisme

LES championnats d'Europe d'athlétisme se sont déroulés à Prague fin août - début septembre. Lors du déroulement des épreuves, nous avons pu constater l'augmentation du nombre des représentants de la France originaires des dernières colonies françaises que sont les Antilles.

L'époque où les Bambuck et Sainte-Rose faisaient figures d'oiseaux rares est révolue. Aujourd'hui, avec Réga, Panzo, Lamitié et Rousseau, pour ne citer qu'eux, les sportifs antillais sont considérés comme des « Français à part entière ». Et sur leurs épaules repose la lourde tâche de ramener

une ou plusieurs médailles à la « mère patrie » lors d'épreuves internationales.

Ces sportifs, parce qu'ils ont plus d'aptitudes physiques que d'autres, ont été pris en charge par l'Etat. Celui-ci finance leur préparation, les choye, attendant évidemment d'être payé en retour.

Comment ? Par la possibilité d'utiliser leurs noms, leurs performances, leurs images, afin d'abord de déchaîner des réactions chauvines (ce sont des « Français », ne l'oublions pas !), mais également afin de faire gagner de l'argent à certains capitalistes.

En outre, la France attend deux autres services de l'élite sportive antillaise.

En premier lieu ils peuvent aider à renforcer l'idéologie assimilationniste. Ensuite, ils sont une incitation supplémentaire à l'émigration pour les jeunes Antillais et Antillaises.

L'espoir d'évoluer un jour dans une « grande équipe nationale », d'atteindre une renommée « nationale » et peut-être même internationale, peut constituer pour de jeunes colonisés un dérivatif puissant à leurs problèmes. Ils espèrent par le sport s'élever socialement dans le cadre de la société capitaliste française et ainsi

échapper à leur condition de prolétaires.

La renommée dans la « grande » nation qu'est la France amène les sportifs antillais à mener une propagande en faveur de la France, à exprimer officiellement de la reconnaissance envers la « mère patrie ».

En conséquence, nombre de jeunes Antillais voulant faire comme Rousseau, Jarvion, Grand-Vorka, Merlot ou Trésor émigrent.

Et pourtant, la pratique d'une activité physique pourrait être bien autre chose. La joie d'exercer son corps, de le perfectionner, de se maintenir en forme, de se surpasser ou d'être en com-

pétition avec d'autres, tout cela doit faire partie intégrante de la nature humaine.

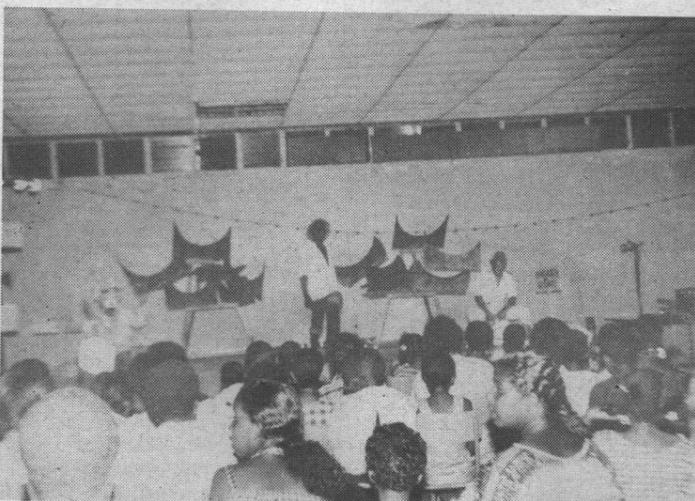
Mais pour que le sport soit considéré à sa juste valeur, il nous faut nous débarrasser du capitalisme et de toutes les valeurs fausses qu'il engendre. Pour faire disparaître le monnayage, l'utilisation par les colonialistes de performances sportives, il faut que plus généralement cesse l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est seulement dans la société socialiste où les relations humaines et les valeurs culturelles seront autres que l'activité sportive signifiera réellement un épanouissement.

Théâtre :

Le Théâtre du Cyclone a présenté au cours de ces derniers mois, en Martinique et en Guadeloupe, sa pièce : « Ma Man Nasis Eek ». Il s'agit là d'une pièce bien faite dans l'ensemble et intelligemment jouée par une troupe qui, quoiqu'encore jeune, compte à coup sûr quelques-uns des meilleurs acteurs de théâtre existant aujourd'hui en Guadeloupe.

C'est avec une réelle délectation souvent, et en tout cas avec toujours le plus grand intérêt, que le spectateur assiste durant près de deux heures au spectacle, entièrement en langue créole, présenté par les artistes que dirige Lérus. Et à ce propos, nous ne pouvons manquer de souligner la maîtrise du jeu d'un acteur comme Lérus et le réel talent de Vespan ou encore de Mezzadri...

Il s'agit de montrer les réactions des paysans de Guadeloupe face à différents problèmes qui les assaillent. Les jeunes sont obligés de quitter la campagne pour travailler en ville. Une société de construction, un promoteur immobilier ont des visées sur certaines terres... Et puis, pour couronner le tout, la sécheresse vient assécher les mares



Une représentation à une après-midi culturelle de Combat Ouvrier.

provoquant la mort du bétail. Pourtant l'eau est là, pas loin... Mais elle ne fait que traverser les terres des paysans dans des canalisations qui aboutissent à un grand hôtel touristique.

La pièce montre alors au tra-

vers de différentes péripéties la prise de conscience des paysans de l'injustice de leur sort et de ceux qui en sont responsables. Et cela fait naître chez eux un esprit de révolte et de lutte qui les pousse alors à se chercher des alliés.

MA MAN NASIS SEK

Ces paysans que nous montre le Théâtre du Cyclone entraînent la sympathie. Ce sont ceux-là qui demain se trouveront aux côtés des ouvriers pour combattre les responsables de leur misère commune.

Bien sûr, on peut noter certaines faiblesses.

Concernant la forme tout d'abord. Le Cyclone n'a pas réussi, ou voulu, se débarrasser d'une représentation trop puérile et trop simpliste du capitalisme et de l'administration coloniale. Il s'ensuit quelques cassures (peu fréquentes fort heureusement) dans le rythme par ailleurs très vivant et très alerte de la pièce, pour un « gain pédagogique » discutable.

Mais au milieu de l'indigence actuelle en matière de théâtre guadeloupéen, indigence qui en dépit de toutes les excuses et autres justifications qu'on peut lui trouver, n'en est pas moins réelle, le Théâtre du Cyclone représente incontestablement un grand espoir sur le plan culturel aussi bien pour la Guadeloupe que pour les Antilles en général. Le succès de sa tournée en Martinique et l'excellent souvenir que ces comédiens y ont laissé, est là pour le démontrer.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Jocelyn BIBRAC

Adressez toute correspondance à :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 388
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex
Impression
ICT - Paris
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F
ETRANGER : écrire au journal
Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doivent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566 71 La Source